

TOCQUEVILLE MAGAZINE

HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET

N° 573 17 JUIN 2008

Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques, favorisant les libertés économiques, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour (presque) chaque mardi à 0 heures.

Reproduction: Les textes et articles de TOCQUEVILLE MAGAZINE peuvent être reproduits librement avec indication de la provenance.

VERS LA RUPTURE

Vous voulez vraiment la Libération de la France. Pour cela il faut la RUPTURE. Vous savez qu'elle ne viendra pas, le pouvoir actuel ne voulant surtout pas la faire et s'organisant pour l'éviter.

Vous avez certainement plein d'idées valables pour réaliser cette rupture.

Allez vite faire connaître ces idées en écrivant un ou plusieurs commentaires , sur le nouveau blog :

<http://rupturepolitique.over-blog.com/>

SAINT AUGUSTIN

« Posse quod velit, velle quod oportet »

« Pouvoir ce que l'on veut, vouloir ce qui convient »

**LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE
REPRODUITS LIBREMENT ET SANS MODERATION**

EDITO

LA PRESIDENCE FRANCAISE DE L'UNION

Le pouvoir s'honore, si l'on peut dire, de voir la France présider l'union européenne lors du deuxième semestre 2008. Elle va ainsi présider d'une façon éminente à l'écroulement de la richesse européenne telle que l'existence même de l'Union l'organise.

Bien évidemment, des révélations commencent à arriver sur les frais absolument gigantesques de l'organisation prévue et qui est toute orientée à la gloire du nouveau et fringant chef de l'État.

Parlons simplement pour commencer du temps gaspillé. Nous énumérons, sans savoir évidemment si c'est la totalité, les innombrables parlottes avec fêtes à l'appui qui vont se dérouler : une trentaine de réunions ministérielles, des dizaines de colloques et autres assises, environ 500 manifestations organisées à Paris et toutes les grandes villes de France pour, parfois, une semaine. Bien sûr, on peut nous objecter que les personnes qui seront invitées à ces parlottes nuisent par leurs activités quotidiennes au fonctionnement de l'État : ce serait donc tout bénéfique pour tout le monde qu'elles se réunissent pour colloquer, car pendant ce temps elles ne nuiraient pas ; si l'on a la faiblesse de penser que quelquefois elles rendent service, le gaspillage d'argent est absolument phénoménal.

Un journal révèle qu'il y aura un sommet de l'union pour la Méditerranée le 13 juillet avec une scénographie spéciale et un décor d'inspiration orientaliste !

Après le gaspillage du temps, voyons le gaspillage venant des réglementations. Pour marquer l'événement le pouvoir va faire jaillir un grand nombre de directives saccageant les libertés ; voulant montrer qu'il est actif, il ouvrira une vraie course à l'acharnement législatif. Ces jours-ci et malgré le non irlandais, la Commission s'est déchaînée : elle a brutalisé les pêcheurs au thon rouge et s'est préoccupée d'interdire l'usage de la fessée (sic).

Il faut ajouter évidemment la chaîne des voyages, tous ces messieurs et toutes ces dames devant faire le déplacement pour Bruxelles mais également ailleurs. Le ministre qui ne se présente pas souvent à Bruxelles est regardé de travers par les services de communication de l'Élysée !

Il faut compter également avec les divers recrutements qui ont été effectués à cette occasion. On parle d'une cinquantaine de collaborateurs nouveaux .

Pour terminer, ajoutons que la dépense a été chiffrée à 190 millions d'euros. Ce n'est que le coût sec et il faut compter peut-être avec au moins un milliard d'euros au final. Nous n'osons pas mesurer le nombre de chômeurs qui vont être envoyés au tapis avec cette comédie.

Si Sarkozy avait voulu faire la rupture comme il devait et pouvait le faire, il aurait annoncé par les voies diplomatiques dès juillet 2007 que la France passerait son tour et ce geste courageux aurait été un geste glorieux.

DU NEUF ET DU DEJA VU

LE PRIX DES ELUS

Tout le monde sait que l'une des raisons de la paupérisation de la France et des Français vient en partie de la voracité des élus avec en plus leur nombre insupportable.

L'association CIVIC vient de publier un document saisissant sur l'immense calamité. Nous ne pouvons en citer qu'un résumé. Lisez bien.

35 565 maires sur 501 588 conseillers municipaux, 150 476 adjoints, 174 communautés urbaines et d'agglomérations, délégués des communes à ces communautés, communautés de communes et syndicats d'agglomérations nouvelles, 95 conseils généraux avec présidents et vice présidents, 22 conseils régionaux avec présidents et vice présidents, 87 députés européens, 331 sénateurs, 577 députés.

Selon les savants calculs de l'association, tout ce beau monde toucherait 2 701 058 878 euros.

A ce simple niveau, le chômage engendré par les impôts nécessaires pour enrichir ces prédateurs publics est tellement grand que l'on hésite à le citer.

Mais, en plus, il faut ajouter toutes les dépenses adjacentes : voitures, voyages appartements de grand luxe, assistants et, osons le dire, « assistantes » parlementaires. Les chiffres sont tellement hauts qu'ils s'envolent littéralement. Bien entendu, la paupérisation en résultant frappe surtout les plus faibles et les envoient aux restos du cœur dont la clientèle ne cesse de grandir.

COURRIER DES LECTEURS

(Nous publions des lettres telles qu'elles nous parviennent ; il est rare que nous les commentions, même quand nous ne partageons pas les points de vue exprimé. A chacun de juger)

L'EURO

J'ai la plus grande admiration pour Michel de Poncins et pour la ténacité avec laquelle il poursuit les gaspillages de nos élites. Je l'ai reçu au Cercle Frédéric Bastiat. J'ai planché plusieurs fois dans son association "Catholiques pour les libertés économiques". Mais une fois n'est pas coutume, je ne suis pas d'accord avec lui sur l'Euro. Non que les défauts qu'il lui prête soient faux, mais parce que les avantages de l'Euro l'emportent largement sur les inconvénients. Ces avantages sont au nombre de quatre, que je donne par ordre d'importance croissante :

- des millions d'européens traversent tous les jours les frontières. C'est une immense commodité que de ne pas avoir à changer de monnaie à chaque passage.**
- de même, les entreprises européennes ont entre elles des milliers de transactions. Elles sont débarrassées du risque et des soucis de change. De plus, elles peuvent plus facilement lire leurs comptabilités réciproques.**
- la stabilité de l'Euro est supérieure à celle de toutes les autres grandes monnaies, notamment du dollar. Cela atténue la facture énergétique.**
- l'Euro enlève la gestion de la monnaie des mains des gouvernements et les contraint à respecter certaines règles d'équilibre. La manipulation malhonnête de la monnaie par l'inflation est un instrument couramment utilisé par les Etats pour dépenser plus qu'ils ne perçoivent de leurs sujets sous forme d'impôts. Depuis que je travaille, la valeur du franc a été divisée par cent, et depuis ma naissance, par mille! Comment voulez vous préparer l'avenir dans ces conditions? C'est un problème que nous n'avons plus avec l'Euro.**

Jacques de Guenin

ET AUSSI

Le 10 juin 2008 10:23, Jacques PETER <jacquesdpeter@orange.fr> a écrit :

NE REJETONS PAS NOS DIFFICULTES SUR L'EURO. D'AUTRES PAYS DE LA ZONE EURO SONT TOUT A FAIT COMPETITIFS. NOS PROBLEMES VIENNENT D'UN ETAT OBESE ET INTERVENTIONNISTE QUI CREE DES COUTS ET DES REGLEMENTS NUISIBLES A LA COMPETITIVITE. L'INTERET PRICIPAL DE L'EURO POUR NOUS FRANÇAIS, MAUVAIS ELEVE DE LA CLASSE, ETAIT DE NOUS OBLIGER A NOUS REFORMER PUISQUE NOUS NE POUVIONS PLUS NOUS EN SORTIR AVEC L'INFLATION ET LA DEVALUATION. LA PRESSION DEPUIS DIX ANS EST EN EFFET FORTE. MALHEUREUSEMENT PAS ENCORE ASSEZ POUR REVEILLER NOS GOUVERNEMENTS SUCCESSIFS. CA FINIRA PAR ARRIVER.

JACQUESP

BRUXELLES

L'ELYSEE

**BONJOUR MICHEL ,
LU DANS "LE SALON BEIGE "**

**A bientôt ,
Richard**

A L'ELYSEE, ON NE BOIT PAS MAIS QU'EST-CE QU'ON DEPENSE !

Les dépenses de l'Elysée ont progressé de 8,4% en 2007 par rapport à 2006, passant de 32,383 millions à 35,111 millions d'euros, [selon un document budgétaire transmis cette semaine à l'Assemblée nationale](#). Parmi les principaux postes de dépenses : les frais de personnel +10% et les travaux d'équipement et d'entretien +53%. En revanche, les sommes dépensées pour l'achat de vin ont diminué de 44% en un an.

[Michel Janva](#)

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

LE FLASH

(A diffuser sans modération)

LUNDI 14 JUN 2008

LE NON A LA DICTATURE

Le « non » que 3 millions d'Irlandais ont signifié à l'Europe et qui succède aux « nons » Français et Néerlandais est clairement un « non » à la dictature. L'Europe qui s'organise a vraiment tous les stigmates d'une dictature malgré les apparences pseudo libérales qu'elle s'efforce de donner. Ce totalitarisme est fondamentalement socialiste et il ne peut en être autrement tous les totalitarismes de l'histoire, notamment du XXe siècle, ayant été socialistes par nature.

Sur le plan politique, les eurocrates ont bien montré leur mépris de la démocratie en indiquant clairement qu'ils s'arrangeraient du vote négatif de 1 % de la population du continent, quitte à faire revoter ces Irlandais obtus jusqu'au moment où ils voteraient oui. Cela donne d'ailleurs aux Irlandais une idée du sort qui les attend si la nouvelle constitution finissait par passer !

De même se manifeste leur mépris pour ce peuple irlandais. On a fait remarquer que c'est la classe ouvrière et l'Irlande rurale qui ont massivement voté non ; il était sous-entendu ainsi que ces rebelles étaient inférieurs aux gens prétendument éduqués qui auraient voté oui.

Également, l'esprit totalitaire apparaît clairement dans le fait qu'aucun des autres Etats n'a osé consulter les citoyens par référendum sachant bien qu'en majorité les citoyens européens sont hostiles à la constitution qu'on a bricolé sous forme d'un traité illisible approuvés par les seuls parlements. Simultanément, il apparaît, dans cette circonstance, que dans toute l'Europe les peuples ne se considèrent pas comme vraiment représentés par leurs pseudo élites ; les élections dans la plupart des pays prétendument démocratiques sont

trafiquées de diverses façons et il n'est pas étonnant qu'un fossé existe et se creuse tous les jours.

Sur le plan économique, les prédateurs publics européens ont bien montré depuis des lustres qu'ils ont la résolution de s'occuper de tout dans tous les détails avec le plus parfait mépris pour le marché. Le jour même où le « non » était prononcé en Irlande, ils se sont occupés de la pêche au thon rouge en brutalisant les pêcheurs de tout le continent par des instructions autoritaires, alors que manifestement le problème de la pêche devaient être résolu par le jeu du marché libre. Rappelons aussi les fromages, le foie gras et tutti quanti.

Ces temps-ci, par la volonté des eurocrates, se réalise une formidable opération de mise aux normes de tous les ascenseurs dans un continent de 500 millions d'habitants ; c'est clairement une agression contre le logement, alors que là, encore, c'est le jeu du marché qui devrait nous protéger au mieux des accidents éventuels dans les ascenseurs.

La constitution, présentée faussement comme un simple traité, prévoit de nouveaux et nombreux transferts de compétences vers Bruxelles, avec en plus la Cour de justice européenne agissant en embuscade sans aucun contrôle dans le sens d'une extension indéfinie de l'Europe.

Les interventions abusives vont encore plus loin et justifient l'inquiétude des Irlandais. Ils craignent à juste titre que l'on envoie leurs « boys » se faire tuer dans des guerres dont ils n'ont rien à faire et aussi de voir la vie de leurs petits à naître gravement menacée !

Ce comportement tyrannique et socialiste est inévitable et logique dès lors qu'une machinerie bureaucratique de cette ampleur est lancée ; certains rêvent d'une renégociation en vue d'une formule allégée du type « Europe des patries » ; ce serait se lancer dans des délais inimaginables pour voir au finish le beau projet s'enliser dans les sables.

Il est « amusant », si l'on peut dire, dans cette affaire, de constater l'une des raisons du chagrin des eurocrates à voir les Irlandais voter non ; en effet, ces derniers ont largement profité des fonds européens ayant reçu sur plusieurs années 40 milliards d'euros et sont taxés d'ingratitude ; ce faisant, les eurocrates soulignent bien le caractère socialiste de l'entreprise. C'est de l'assistanat entre les nations, pratique qui est semblable à l'assistanat à l'intérieur d'un pays et comporte les mêmes défauts. On commence par ruiner toutes les populations sur la base des impôts nécessaires pour gaver d'argent l'immense machinerie. Ensuite, l'on distribue de l'argent d'une façon tout à fait arbitraire aux uns et aux autres avec beaucoup de corruption et de l'injustice de tous les côtés, ainsi que l'effet de ruine habituel à toute opération d'assistanat. Dans un des pays balkaniques, il est estimé que la moitié des subventions reçues a disparu dans les poches des mafias locales.

La seule déception que l'on a devant le « non » des Irlandais est qu'ils n'aillent pas au bout du raisonnement. Ils ont conquis leur indépendance d'une façon extrêmement rude pendant une guerre de 400 ans contre les Anglais et l'on pouvait croire qu'ils auraient pris goût complètement à cette indépendance. Cela devrait les conduire à sortir sans tarder de l'Europe et, une fois sortis à négocier, comme peut le faire la Suisse. Bien entendu il ne

saurait être question d'abandonner le libre-échange, lequel n'a nul besoin de la bureaucratie européenne pour s'installer et prospérer.

En attendant ne boudons pas notre plaisir malgré la fragilité de la victoire. Il revient à toutes les nations éprises de liberté et d'indépendance de transformer l'essai.

Michel de Poncins

Pour vous inscrire, inscrire un ami ou vous désinscrire

micheldeponcins@orange.fr

CITATIONS

VICTOR HUGO :

« Réfléchis longuement avant de te faire applaudir par tes ennemis »

REVUE DE PRESSE

LA GUERRE EN IRAK

Il est clair depuis longtemps que la nouvelle stratégie inaugurée par les Américains et les talents du nouveau général en chef sur place améliorent grandement la situation en Irak. Il se trouve même que les USA vont pouvoir diminuer leurs effectifs. Jusqu'à présent, la presse française animée par un antiaméricanisme primaire ne pouvait pas accepter cette évolution. Cela commence à changer et elle est bien forcée de se rendre à l'évidence.

Nous lisons dans un journal que « l'Irak ne s'attire plus les blâmes de la communauté internationale ». Dans une réunion à Stockholm un grand nombre de pays ont complimenté le gouvernement irakien pour sa capacité à normaliser la situation. Ils n'ont pas voulu évidemment souligner que c'était dû en grande partie au début de victoire de l'Amérique sur le terrain. Comme il est d'usage, la France s'est distinguée en délivrant plutôt un blâme.

Tout repose maintenant sur le nouveau président américain. Va-t-il saboter sur le tapis rouge la victoire relative sur le terrain ? Cela s'est souvent passé et, notamment, en France il n'y a pas si longtemps.

LES BREVES

LES BIOS CARBURANTS

Pour tout observateur raisonnable il semble que les bios carburants devraient être rentables ; leur proximité des lieux de consommation et la relative facilité de leur utilisation devraient leur donner les avantages.

Or, généralement ils ne sont pas crédités d'une bonne rentabilité. L'une des difficultés est qu'il faut très longtemps dans le monde d'aujourd'hui pour faire progresser une nouvelle technique. Le pétrole bénéficie de l'énorme avantage historique d'avoir vu tous les investissements, en particulier les investissements de recherche et d'installation, amortis sur de très longues années. De ce fait la tonne en plus ne coûte pas cher.

Heureusement les compagnies pétrolières et d'autres ont compris que prendre l'énergie du soleil où elle est c'est-à-dire dans les plantes pouvait éventuellement conduire à des progrès. C'est pour cela que beaucoup investissent dans la recherche et il se trouve que l'on découvre de plus en plus de plantes pouvant donner d'une façon très rentable des carburants : par exemple, la paille ainsi que certaines cultures de taillis à croissance rapide.

LA REPUBLIQUE DES HERITIERS

Une des valeurs de la République est le droit de transmettre à ses héritiers une partie du butin arraché par la force aux esclaves contribuables. Le fils d'un des nombreux mariages du président, Guillaume Sarkozy, a été ainsi propulsé au conseil général des Hauts de Seine. Le voici qui vient d'obtenir la présidence du groupe UMP de ce département.

Bonne chance au bénéficiaire de cet extraordinaire de coup au but, qui a fait quelques vagues à l'UMP.

DOCUMENTS

(Les documents reproduits n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs)

Réseau Liberté

Non ! le vote négatif de l'Irlande n'est pas seulement un "incident" de parcours destiné à rester sans aucune influence sur la construction de l'Europe. Bien au contraire, il s'agit d'un nouveau coup de semonce d'une telle intensité que nos princes tourneboulés seraient bien inspirés d'en tenir le plus grand compte.

Certainement pas en cherchant, déjà, à stigmatiser ce petit pays courageux qui a su s'élever au rang de "Tigre celtique" mais, aussi, qui a osé briser, quelles qu'en soient d'ailleurs, bonnes ou mauvaises, les raisons invoquées, le consensus actuel d'une construction purement technocratique (de type totalitaire) de l'Europe :

Alain LAMASSOURE : "Aujourd'hui, les Irlandais prennent en otage la construction européenne comme nous l'avions fait il y a trois ans. Les pays qui organisent des référendums pour ratifier le traité prennent l'UE en otage". Dont acte.

Au passage, on ne manquera pas d'admirer (LCI.fr) le cynisme révoltant de M. LAMASSOURE, député européen PPE-DE (sic !), qui semble avoir ainsi totalement passé par pertes et profits les 495 millions d'Européens de chair et de sang de l'Europe à vingt-sept !

Certainement pas, encore, en espérant s'en tirer une fois de plus par une pirouette : faire revoter les Irlandais comme cela fut déjà le cas en octobre 2002 pour le Traité de Nice après, il est vrai, que celui-ci ait été amendé afin d'obtenir, sans coup férir, une définitive ratification de la part de l'Irlande.

C'est ainsi que parmi les démocraties membres de l'Union européenne, la Grande-Bretagne, pour ne citer qu'elle en exemple, a toujours posé ses conditions (dites opt-outs, en français : "lignes rouges") à l'Europe afin de préserver le caractère inné de sa spécificité nationale et, partant, de son inaliénable indépendance.

D'aucuns, bien ou mal intentionnés, c'est selon, en viennent à s'offusquer que des Etats membres osent ainsi se singulariser, quand ça n'est pas carrément cracher dans la soupe, en ne jouant pas le jeu de l'Europe de Bruxelles : mais peut-être éprouvent-ils aussi, plus que d'autres, du respect pour les peuples qui les ont élus ?

Partant, d'aucuns ont-ils bien tort de ne pas concevoir que l'Europe de leurs vœux, après tout, n'est pas forcément l'Europe à laquelle aspirent vraiment les peuples qui, alors, tout naturellement, déterrent leur instinct de conservation contre ce qui leur apparaît comme une intolérable atteinte à leur intégrité !

Selon Reuters (ven. juin 13, 2008) : "Mais la plupart des autres responsables européens s'arrachent les cheveux en voyant s'effondrer le résultat d'une négociation qui aura pris en tout 10 ans, par la faute de quelques dizaines de milliers d'électeurs qui décident du sort de près de 500 millions de citoyens européens". Par Dieu, quelle horrible arrogance bruxelloise !!

Confirmation de la propre bouche d'Alain LAMASSOURE (sur LCL.fr) : Il faut respecter la souveraineté de l'Irlande et le vote de ce peuple. Mais en même temps, nous devons leur dire : "Vous ne pouvez pas à 4 millions et demi décider pour 500 millions d'Européens ? Nous allons vous aider à régler le problème mais il faut que vous proposiez une solution". C'est de la cuistrerie !

Car si l'arrogance des eurocrates est déjà en soi scandaleuse, leur lâcheté, qui, elle, est sans bornes me révolte positivement... Je traduis : Messieurs les Irlandais, non seulement vous vous livrez à un acte inqualifiable de lèse-majesté envers l'Europe que nous voulons pour vous (et si possible sans vous) mais, en plus, constitués en bande organisée, vous voudriez nous retirer le pain de la bouche ?

Donc, certainement pas en se fourvoyant dans un projet politique fumeux qui, d'ailleurs, trahit outrancièrement l'héritage reçu de la triple et miraculeuse alliance d'Athènes, Rome et Jérusalem, mais, bien au contraire, en défendant bec et ongles ce trésor unique partagé de plein droit par tous en Europe et nulle part ailleurs : NON au super Etat en gestation, mais OUI, mille fois OUI, à une Europe modeste avant tout respectueuse des Européens !

Car le problème de l'Europe du Traité de Rome (25 mars 1957), allègrement dévoyé au plus haut niveau, saute aux yeux du premier Européen sincère venu : c'est une question de confiance, une confiance bimillénaire que le mode actuel de construction de l'Europe tue dans l'œuf. En voici d'ailleurs la preuve, administrée par un Européen authentique mais tout aussi libéralement convaincu que l'UE, aujourd'hui, fait fausse route :

Jacques GARELLO, lapidaire : "En rejetant le traité allégé, les Irlandais ont donné une leçon de réalisme économique et politique à ceux qui poursuivent la chimère d'un Etat européen souverain." (La Nouvelle Lettre No 963 du 16 juin 2008). Après la France et les Pays-Bas, les peuples des Vingt-Sept ne sauront jamais assez remercier l'Irlande d'avoir dit tout haut ce qu'ils sont eux-mêmes si nombreux à penser tout bas.

PS : Nos élites s'émeuvent de l'ingratitude de l'Irlande qui a beaucoup reçu, en espèces sonnantes et trébuchantes, de l'Europe de Bruxelles. Peut-être. Mais elle a su aussi en faire si bon usage que sa dette, transmutée du plomb en or, s'est alors muée en une créance perpétuelle sur l'avenir de l'Europe.

Librement !
Philippe (Sully) ROBERT
<http://sully1.typepad.com>
02400 FRANCE

<http://www.stephane.info/show.php?code=weblog&direct=1296&lg=fr>
En route pour le plan C

le 13 Juin 2008

Le refus net du traité de Lisbonne par l'Irlande marque une victoire pour la démocratie. En attendant le prochain assaut.

Il y a quelques jours de cela, je soutenais
<http://www.stephane.info/www.stephane.info/show.php?code=weblog&direct=1290&lg=fr> **que les citoyens irlandais tenaient entre leurs mains le destin de la démocratie en Europe. Parmi un demi-milliard d'Européens, ils étaient les seuls à être consultés pour quelque chose d'aussi fondamental que l'évolution de l'Union Européenne. Et encore: les Irlandais n'avaient l'occasion de voter que parce que la constitution l'imposait à un gouvernement qui s'en serait bien passé.**

L'Etat, les médias et tous les grands partis soutenaient le projet dans une belle unanimité, sauce soviétique. Histoire de ne pas provoquer de réaction de rejet, le Premier ministre irlandais Brian Cowen avait d'ailleurs demandé la plus grande discrétion à ses collègues européens: il fallait que la campagne se passe en douceur, discrètement, sans faire de vagues. Surtout, ne pas se lancer dans la polémique. Mais les adversaires du traité ne l'entendirent pas de cette oreille et décidèrent de forcer le débat. La campagne
http://www.youtube.com/watch?v=mgRLs4_1KI0&lg=fr **en faveur du Non fut exclusivement le fait de la** <http://www.caeuc.org/> **société** <http://www.libertas.org/> **civile** <http://lisbonvote.com/> **, sans aucun relai officiel.**

Leur victoire n'en est que plus brillante, mais elle a sans doute été aidée dans la dernière ligne droite par une réaction de rejet face aux pressions dont l'Irlande était l'objet, pressions devenues incontournables à la suite d'un sondage indiquant que le non pourrait l'emporter. La ligne de conduite discrète a été flanquée par terre. Il y eut la ratification - parlementaire, bien entendu - des accords de Lisbonne par la Finlande et la Grèce le 11 juin, c'est-à-dire la veille du scrutin. Un signal subtil envoyé aux Irlandais pour bien leur expliquer ce qu'il fallait mettre dans l'enveloppe. Il y eut les remarques déplacées
<http://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/les-reflexions-de-kouchner-enervent-les->

[irlandais 509793.html](#)> de Bernard Kouchner, clamant que les Irlandais "ont tant compté sur l'argent de l'Europe (...) qu'ils en ont profité plus que les autres": le temps serait donc venu de renvoyer l'ascenseur, en quelque sorte.

Espérons que le gouvernement français fera preuve d'autant de sagesse quand la politique agricole commune sera renégociée!

Certes, les Irlandais ont reçu des subventions européennes, mais il serait terriblement réducteur

http://www.clio.fr/BIBLIOTHEQUE/la_republique_d_irlande_du_canard_boiteux_europeen_au_tigre_celtique.asp> de ramener l'évolution spectaculaire du pays à ces seules aides, environ trente-cinq milliards d'euros en une trentaine d'années, une paille dans le PIB d'un pays. La richesse de l'Irlande a été acquise grâce à un environnement libéral favorisant la prospérité. Selon l'Indice de Liberté Economique publié tous les ans par Heritage Foundation <http://www.heritage.org/index/>, l'Irlande était en 2007 le 7e pays le plus libéral sur les 157 couverts par l'étude, et le 2e pays le plus libéral d'Europe. Ce n'est pas rien. Mais comme le libéralisme sent le souffre sur le continent, on préfère expliquer que le développement irlandais a été entièrement financé par Bruxelles...

Aujourd'hui, nos hommes politiques sont groggy. Mais ils vont se reprendre. Le traité de Lisbonne n'était-il pas déjà le plan B d'un projet de Constitution Européenne "dénué d'alternatives"? Les beaux parleurs de tous bords expliquant que la Constitution ne pouvait échouer et que le projet européen s'arrêterait en cas de rejet mental, naturellement. Ils étaient peut-être sincère en clamant que l'échec n'était pas envisageable, mais après les non néerlandais et français, l'échec était indiscutable.

Le plan B a bien fini par se mettre en place, par nécessité. Ainsi survint le traité de Lisbonne, dénué d'alternatives..."Le plan B n'existe pas, Lisbonne était le plan B", a ainsi déclaré le Premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker, visiblement en panne d'imagination.

Le Traité de Lisbonne était la dernière incarnation d'un projet de Constitution ayant tout gardé sauf son nom - mais seulement la dernière en date. Nos élus s'organisent. Ils Heritage Foundation <http://www.heritage.org/index/> leurs plans. Il y a quelques jours, Brian Cowen avait exclu l'idée d'un second vote comme pour le traité de Nice, rejeté par référendum en 2001 avant d'être accepté en 2002; aujourd'hui, à l'annonce des résultats officiels, il s'est montré nettement plus évasif sur ce point. Le Président Sarkozy, très respectueux des électeurs quand ils votent comme il faut, préconise d'ailleurs de refaire voter "rapidement" le texte en concédant quelques aménagements mineurs, histoire de jeter un os au camp du non.

Nous verrons si les Irlandais acceptent de jouer dans cette parodie de démocratie. Malgré tout, quoi qu'en disent les élites et les médias, le non irlandais aura certainement des conséquences sur autres membres de l'Union Européenne. Des pays moins enthousiastes que la France et l'Allemagne. En Angleterre, par exemple, la position d'un Gordon Brown prétendant qu'un référendum "n'est pas nécessaire" est de plus en plus intenable.

La guerre sournoise que mènent les élites européennes pour faire avaler à leurs populations un projet politique dont elles ne veulent pas n'est pas terminée.

Mais aujourd'hui au moins, savourons une victoire.
